

Que dire à l'Espagne ?

De l'isolement franquiste à la démocratie européenne,
la France au défi, 1957-1979

Pablo Martin-Pañeda



P.I.E. Peter Lang



EUROCLIO
ÉTUDES ET DOCUMENTS

Introduction

En guise d'épilogue à trois ans d'ambassade à Madrid l'éminent Roland de Margerie dépeint l'Espagne en « voisin incommode au tempérament turbulent »¹. Venue d'un diplomate chevronné qui vécut la débâcle de juin 1940 aux côtés de Paul Reynaud, la formule compte. Plus s'éloigne la Seconde Guerre mondiale et la frayeur que constitua pour Franco l'effondrement du nazisme et du fascisme, plus le palais de Santa Cruz² se révèle incisif, sûr de ses assises, âpre à la négociation. Devenue un pion sur l'échiquier de la guerre froide, la péninsule ibérique est un atout majeur contre l'Union soviétique. Si au 1^{er} mars 1946 la France ferme unilatéralement la frontière suite à l'exécution de dix guérilleros le 21 février dont Cristino García, héros de la Résistance, cette parenthèse d'ostracisme de courte durée s'achève en février 1948³.

En dépit des blocages l'intégration au bloc occidental s'avère graduelle entre 1957 et 1979. Madrid cherche l'appui français, au risque de crises en France. Appui français, l'expression est lâchée. Un des écueils serait de céder à la caricature. Paris n'a jamais souhaité le maintien de Franco au pouvoir. Bien au contraire la France est le dernier pays occidental à rétablir une ambassade officielle à Madrid, en 1951. Nonobstant Franco exploite ce contact. L'appui diplomatique français au régime franquiste se réalise par incidence, non par essence. Les efforts de bon voisinage impactent sur la politique intérieure française, l'inverse est plus vrai encore.

Le 25 février 1957, le remodelage de l'exécutif espagnol marque l'avènement d'une ère technocratique à Madrid et accélère le retour de l'Espagne à l'international. Cette laborieuse réinsertion atteint un palier majeur le 5 février 1979 lorsque s'ouvrent à Bruxelles les négociations d'adhésion hispano-communautaires. Dès lors s'entame une séquence distincte. Avant cela, durant vingt-deux ans, entre 1957 et 1979, la

¹ AMAE, Europe, volume 381. Roland de Margerie à la DE, « Rapport de fin de mission », 29 mai 1962, p. 15.

² Par métonymie, le palais de Santa Cruz désigne le ministère espagnol des Affaires étrangères.

³ Carlos Fernández in Manuel Bueno, José Hinojosa, Carmen García (coord.), *Historia del PCE : I. 1920-1977*, vol. 2, 2007. pp. 721-736 ; et Dulphy, Anne, « Les relations bilatérales France-Espagne : un survol historique », <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/les-lettres-de-l-irsem-2012-2013/2012-lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-8-2012/enjeux/les-relations-bilaterales-france-espagne-un-survol-historique> (page consultée le 10 février 2015).

diplomatie française oscille entre volonté de s'ouvrir à un pays plein d'atouts et tentation d'éloigner un potentiel parasite. Se profilent trois temps. Du 25 février 1957 à la fin 1963 Paris perçoit un voisin isolé et sclérosé. L'heure est à l'observation. Ensuite la donne se bouleverse. Italie, Grande-Bretagne et surtout RFA négocient au grand jour avec l'Espagne tandis que les États-Unis y consolident leur assise. Le Quai d'Orsay s'inquiète de cette surenchère commerciale et s'y plonge jusqu'en 1970. Les résultats sont décevants car les crises s'additionnent : ETA, choc pétrolier. La période 1970-1979 détient une cohérence spécifique. Tandis que Madrid, rompue au négoce, exige des gages politiques, Paris hésite. Ce penchant se renforce lorsque Franco périclète puis qu'il y a rééquilibrage des rapports de force. La France abandonne l'ornière d'une relation bilatérale et s'adapte plus que jamais aux interférences espagnoles dans les enjeux multilatéraux. Trois étapes : observation (1957-1963), marchandages commerciaux (1963-1970), engagements politiques voire prise de risques (1970-1979).

Ce voisinage n'est guère une progression linéaire vers la convergence, à-coups et reculades sont légion. Toutefois les aspirations se précisent au fil des ans. Marge, puis client, puis relais dans le Tiers Monde, telle est l'évolution de l'Espagne aux yeux du Quai d'Orsay. Germe là une grande inversion des représentations. Jusqu'aux années 1970, la France se pose en porte d'entrée de l'Europe pour l'Espagne. Puis le regard change et l'Espagne se pose en médiateur de la France auprès d'une latinité sans rivages : bassin méditerranéen d'abord, Amérique latine ensuite. Stratégie simple : l'objectif de Madrid est l'Europe, son moyen la Méditerranée, son intermédiaire privilégié la France.

Et celle-ci ménage ce voisin. La raison première, transcendante, s'avère militaire. L'Espagne demeure une « pièce maîtresse » du dispositif de défense occidental, un appendice de l'Hexagone qui renforce sa profondeur stratégique. Aussi la péninsule doit-elle demeurer hermétique à toute subversion communiste et la France doit-elle œuvrer à la « disponibilité politique » du pouvoir madrilène⁴. Prédomine donc le *tempo* espagnol. Au ban des Nations unies, proscrit, Franco tente une diplomatie incisive. Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères entre 1986 et 1988 et ancien conseiller du président Georges Pompidou, fut marqué par l'excellence de diplomates espagnols, qu'il juge « très bons »⁵. De surcroît Paris est moins libre qu'il n'y paraît. Elle doit préserver son image tandis que l'Espagne, décomplexée par des années d'ostracisme, s'affranchit de ces considérations. Ce pays

⁴ AMAE, DE, Espagne, carton 407. « L'importance stratégique de la péninsule ibérique », note confidentiel défense établie par le SGDN, 22 juin 1972, p. 5.

⁵ Entretien du 23 février 2010.

n'est donc pas un angle mort du Quai d'Orsay et lui révèle au contraire certaines faiblesses ou potentialités de son action. Réside là un stimulant rapport du fort (la France, puissance moyenne) au faible (l'Espagne, pays marginalisé). À rebours des schémas préconçus, c'est souvent l'Espagne convalescente qui impose son rythme à la France rayonnante.

L'Espagne n'est pas marginale pour la diplomatie française, qui y jauge les astuces américaines, ouest-allemandes, italiennes ; tente d'y circonscrire leur influence. Paris y nomme des émissaires chevronnés, voire issus de prestigieux lignages. Roland de Margerie esprit lumineux suivi quinze ans plus tard de son fils Emmanuel, soit les fils et petits fils de Pierre de Margerie (1861-1942), crucial ambassadeur de France à Berlin de 1922 à 1931. La vigueur d'un esprit nourri d'une vaste culture et d'expériences multiples transpire à la lecture de leur correspondance. Roland de Margerie, talentueux diplomate, avait d'abord déçu le général de Gaulle en 1942, qui l'avait prié de se joindre à la France Libre. Écarté à la Libération, il est ensuite réintégré : ambassadeur au Saint-Siège de 1956 à 1959, puis l'Espagne, puis la RFA en 1962. Jean-François Deniau, bien sûr. Mais aussi, Robert Gillet, influent dans les années 1970, proche de l'Élysée, « rejeton d'une dynastie lyonnaise » du textile convertie dans la chimie, son frère Renaud est PDG de Rhône-Poulenc lorsque lui, Robert, est nommé à Madrid⁶. Guy de La Tournelle ou Robert de Boissésou sont quant à eux respectés pour leur perfectionnisme. « Conscientieux », tel est le qualificatif de Pierre-Louis Blanc à l'égard de Boissésou.

Reçu au grand concours des Affaires étrangères, la guerre de 1939-1945 était intervenue alors qu'il était secrétaire de notre ambassade à Tokyo. Il y avait donc servi le régime de Vichy pendant quatre ans. La France une fois libérée, les autorités nipponnes avaient enfermé dans un camp tous les Français, y compris les diplomates. Après la reddition du Japon en 1945, de retour en France, il était passé sans être inquiété devant une commission de discipline. (...) Avant mon départ pour la présidence de la République, l'ambassadeur Boissésou m'avait confié : « Vous avez de la chance. J'ai tellement regretté et regrette encore d'avoir passé quatre ans de ma vie de 1940 à 1944 à côté de l'histoire de mon pays ». À cet homme fortement ému, les larmes lui venaient facilement aux yeux, [sa] confession me surprenait et m'émouvait, je [lui] rappelais toute l'affectueuse estime que je lui portais ainsi qu'à son épouse qui le complétait et le secondait si bien et lui avouais que si je m'étais trouvé à sa place en 1940, j'aurais probablement agi comme lui.

Pierre-Louis Blanc est deuxième conseiller de l'ambassade de France à Madrid de 1965 jusqu'à sa nomination au service de presse de l'Élysée

⁶ Sur Robert Gillet, Voir Renaud, Franck, *Les diplomates*, Nouveau Monde éditions, Paris, 2010, p. 45. Sur Roland de Margerie, voir les mémoires de Blanc, Pierre-Louis, *Valise diplomatique*, Éditions du Rocher, Monaco, p. 184.

en septembre 1967. Ambassadeur au Conseil de Sécurité de l'ONU lors de la guerre du Golfe en 1990, ex-directeur de l'ENA de 1975 à 1982, collaborateur personnel du général de Gaulle lors de son retrait à Collombey de 1969 à 1970, à Madrid Pierre-Louis Blanc est à ses débuts. Avec son ami Imbert de Laurens-Castelet, le premier conseiller, efficace répartition des tâches : Laurens-Castelet assume les mondanités nécessaires et Pierre-Louis Blanc, plus jeune, se concentre sur les dossiers. Imbert de Laurens-Castelet est un diplomate « à l'ancienne ». Aristocrate léger mais influent, il côtoie les grands d'Espagne au Jockey-Club, « aime bien » son ami Valéry Giscard d'Estaing avec qui il chasse dans l'Espagne des années 1960. Personnalité forte collectionnant les pipes à opium, Imbert de Laurens-Castelet sillonne la Castille, roule de corrida en corrida dans sa Jaguar⁷.

Au second plan les attachés culturels sont, eux aussi, hauts en couleurs. Citons le chaleureux Georges Demerson, normalien, hispaniste spécialisé dans le XVIII^e siècle espagnol ; le normalien Jean-Pierre Richard, charismatique dans ses conférences à l'Institut français ; Jean-Louis Marfaing, enseignant, intégré dans les cadres du Quai d'Orsay qui devint ambassadeur à Cuba en 1990⁸. Sans oublier Marcelin Défournaux. Personne ne connaît François Mirandet, mais tout hispaniste connaît Marcelin Défournaux. Défournaux, Mirandet, deux identités pour un même individu. François Mirandet n'est qu'un pseudonyme. Marcelin Défournaux, normalien, agrégé d'histoire, étincelant moderniste, est en poste à Varsovie lorsque la Wehrmacht envahit la Pologne. Il part dès lors à Madrid pour rouvrir l'Institut français et se frotte à l'Espagne noire des années 1940. Il entre en Résistance, participe à la délégalation de la France libre qui s'ouvre à Madrid. Membre du CFLN, il transmet ses rapports sur le franquisme à Alger, aide les opposants à Vichy à quitter la France *via* l'Espagne. Le 29 janvier 1945, il devient l'attaché de presse de l'ambassade de France à Madrid. Le 25 mars 1946, alors que la frontière avec la France vient d'être fermée, Défournaux signe un contrat avec Hachette. *L'Espagne pendant la guerre*, tel doit être le titre original du livre à rédiger, qui devient finalement *L'Espagne de Franco*. Cette dénonciation du franquisme, Défournaux la publie sous un pseudonyme pour ne pas perdre son accréditation. L'auteur pousse la ruse jusqu'à signer son ouvrage de la précision « Paris, février 1948 » alors qu'en réalité il l'achève à Madrid. Marcelin Défournaux n'est pas inquiet à la sortie du livre. Au contraire, il est promu attaché

⁷ Entretien du 6 décembre 2011 avec Pierre-Louis Blanc et *Valise diplomatique*, *op. cit.*, p. 180-183.

⁸ Delaunay, Jean-Marc, *Des palais en Espagne, l'École des hautes études hispaniques et la Casa de Velázquez au cœur des relations franco-espagnoles du XX^e siècle, 1898-1979*, Casa de Velázquez, Madrid, 1994, p. 467-468.

d'information à l'ambassade d'Espagne, poste qu'il conserve jusqu'en 1962, lorsqu'il est nommé professeur d'histoire moderne à l'Université de Toulouse. Jusqu'au bout, à l'Ambassade, Marcelin Défourneaux concilie sa mission diplomatique avec son engagement antifranquiste. Il facilite le travail de Frédéric Rossif, venu tourner les scènes du polémique *Mourir à Madrid*, documentaire sorti en 1963 qui vaut à Rossif d'être interdit de séjour outre-Pyrénées. Jusqu'à sa mort en avril 1975, Défourneaux peut se rendre librement en Espagne, et c'est aussi pourquoi, jusqu'à sa mort, Défourneaux ne dévoile pas le secret de Mirandet⁹.

Ainsi tous les Français ne sont pas neutres. Mais la France, l'est-elle ? Au sens strict non, car la simple prise de contacts avec Franco légitime son pouvoir. En fonction de leurs intérêts respectifs aussi bien franquistes qu'antifranquistes dénoncent une neutralité élyséenne. Car au fond la neutralité « n'existe pas »¹⁰. Le voisinage s'avère si complexe que réfléchir en termes d'engagement ou de neutralité des acteurs mène à l'impasse. Pour autant la question éthique n'est pas ignorée par Margerie, Défourneaux, et d'autres agents français qui dénoncent l'inique Franco. L'éthique aronienne s'avère ici éclairante car elle distingue rationnel et raisonnable. Comme en aucun cas la politique internationale ne peut être mise en équation, elle ne peut pas être rationnelle au sens kantien. En revanche, elle peut être raisonnable, soucieuse de l'histoire et de la psychologie collective. Pour Raymond Aron, à l'ère atomique la vertu minimale implique la jugulation de la menace soviétique par le dialogue. C'est d'abord à ce titre qu'au cours de la guerre froide Paris et Madrid interagissent, sans recette préétablie. L'autre enseignement aronien applicable est l'influence de la nature des régimes politiques sur le jeu international¹¹. En ce sens, une dictature est plus mobile qu'une démocratie qui doit respecter et concilier ses oppositions internes avant de s'exprimer ou d'agir. En outre la diplomatie est exploitée par la dictature à des fins de préservation interne : la défense de l'Occident face à l'URSS est un « subterfuge » que Franco exploite comme nombre de dictateurs¹².

⁹ Voir l'intéressante préface d'Hélène Liogier dans sa réédition de l'ouvrage de François Mirandet, *L'Espagne de Franco pendant la Seconde Guerre mondiale*, L'Harmattan, Paris, 2007, 258 p.

¹⁰ Colonomos, Ariel, *La morale dans les Relations Internationales*, Odile Jacob, Paris, 2005, p. 174-177.

¹¹ Hoffman, Stanley in *Politique étrangère*, n° 4, 2006, p. 727-732.

¹² Eiroa San Francisco, Matilde, *Política internacional y comunicación en España : las cumbres de Franco con Jefes de Estado*, Escuela Diplomática, estudios 28, Madrid, 2009, 362 p., p. 298.

D'après Álvaro Fleites Marcos l'Espagne attend beaucoup de la France entre 1959 et 1970¹³ alors que Madrid n'est pas une priorité chez de Gaulle. Or d'après nous l'activisme madrilène à l'égard de la France est si fort et si varié que Paris ne peut en sous-évaluer l'impact. Pour Álvaro Fleites Marcos, le franquisme est peu perméable aux projets et à la gouvernance gaulliens. Par conséquent la France aurait peu influencé l'Espagne. Mais ce paradigme est-il judicieux ? Une telle conclusion ne prouve qu'une chose : la vision trop simple et trop commode d'un rapport inégal entre les deux pays ne s'avère pas opératoire. La France n'est pas supérieure à l'Espagne, et l'Espagne n'est pas supérieure à la France. En réalité les deux pays évoluent avec des défis et des représentations qui en dehors des impératifs économiques ne se situent point dans la même sphère. Tous deux se situent dans des univers mentaux différents et poursuivent des objectifs internationaux différents. Or cette rencontre improbable de deux régimes antinomiques se double d'une situation de voisinage, ce qui accentue chaque tension¹⁴.

Il est d'usage de distinguer les premiers et les seconds rôles dans l'action diplomatique¹⁵. En Espagne au sein des « premiers rôles », les ministres, les tiraillements sont patents entre les idéologues des années 1930 et les technocrates des années 1960. Parmi les « seconds rôles » les frictions sont moins nettes car la création de la *Escuela Diplomática* en 1942 inaugure une diplomatie moins aristocratique, davantage teintée d'un libéralisme modéré d'extraction bourgeoisie¹⁶. En France les seconds rôles, souvent énarques, s'épanouissent peu ou prou dans le même cadre. Les fonds consultés appellent à certaines précautions. Un télégramme ou une dépêche n'ont ni la même autorité ni la même charge symbolique qu'un rapport confidentiel ou qu'un rapport de stage¹⁷. La relation bilatérale est donc polyphonique et sectorielle. Il faut aussi tenir compte des rapports d'amitié internes dans chaque administration et de l'influence de hiérarchies explicites ou tacites¹⁸. Enfin, très ardu à

¹³ Fleites Marcos, Álvaro, « Un acercamiento engañoso : las relaciones políticas hispano-francesas entre 1958 y 1970 », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, janvier 2010, consulté le 10 octobre 2011 : <http://ceec.revues.org/2738>.

¹⁴ Delaunay, Jean-Marc in *Images et Influences de l'Espagne dans la France Contemporaine*, Jean Sagnes (dir.), Presses Universitaires de Perpignan, Béziers, 1999.

¹⁵ Guillen Pierre, in *Los protagonistas de las relaciones internacionales*, Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne, n° 28-29, décembre 1998-juin 1999, UMR TELEMME – CNRS, 2001, p. 15-21.

¹⁶ Togores Luis et al., *La escuela diplomática, 1942-1992*, Escuela Diplomática, Madrid, 1993, 597 p.

¹⁷ Pancracio Jean-Paul, *Dictionnaire de la diplomatie*, Dalloz, Paris, Clermont-Ferrand, 2007, 687 p.

¹⁸ Soutou Georges-Henri, in *Revue d'histoire diplomatique*, Pédone, Paris, janvier 2011, p. 129-155.

évaluer, le poids de l'oralité, fondamental. Entre Juan Carlos et Valéry Giscard d'Estaing, bien des crises furent dénouées au téléphone ou au cours d'une chasse.

Le cas spécifique de la diplomatie franquiste appelle trois remarques. Jusqu'à la mort de Franco subsiste une *doxa* selon laquelle franc-maçonnerie et complots « rouges » seraient source de la plupart des réserves françaises¹⁹. En fonction des circonstances ce syndrome obsidional empoisonne ou facilite le voisinage. Il le complique lorsque Madrid estime que Paris cède aux rouages d'un complot mondial²⁰. Cependant cette paranoïa rapproche parfois les deux gouvernements, notamment aux débuts de la V^e République lorsque Franco se veut indulgent envers un régime naissant perçu aux prises de ce complot international²¹.

Les relations franco-espagnoles furent sujettes à une effervescence scientifique dans les années 2000. Les travaux de Joël Bremond, d'Anne Dulphy, d'Esther Sánchez ou de Matthieu Trouvé ont d'ores et déjà cerné les rapports après 1945. Joël Bremond étudie le sentiment anti-français dans l'Espagne post-franquiste²² et ses stimulantes conclusions expliquent le désamorçage du sentiment anti-français à partir des années 1970. Anne Dulphy et Esther Sánchez mentionnent les influences extérieures au couple franco-espagnol mais ne traitent pas de front l'insertion de la relation bilatérale dans l'entrelacs multilatéral. Matthieu Trouvé cible la relation hispano-communautaire mais traite la question franco-espagnole par intermittence. La présente analyse tente une approche tridimensionnelle (économie, politique, représentations) des relations franco-espagnoles dans un Occident au sens large : Europe communautaire, pourtour méditerranéen, bloc atlantique. Reste à voir si la « méfiance cordiale, »²³ de l'aube du XX^e siècle se mue à la fin de ce même siècle en compréhension franche.

¹⁹ AGA, fonds de l'ambassade d'Espagne à Paris, 42/ 8 934, sous-dossier 1.

²⁰ AGA, fonds de l'ambassade d'Espagne à Paris, 66/ 4 410, Cortina à Castiella, 23 mars 1973.

²¹ FMEAE, R-6 913, *expediente* 43, Areilza pour le palais de Santa Cruz, 3 décembre 1962.

²² Bremond Joël, *Le sentiment anti-français dans l'Espagne post-franquiste*, Paris, Septentrion, 2001, 689 p.

²³ Delaunay-Jean Marc, *Méfiance cordiale. Les relations franco-espagnoles de la fin du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale*, L'Harmattan, Paris, 2010, 3 volumes. Volume 1 : *Deux vieilles nations européennes*, 942 p., volume 2 : *Questions coloniales, questions nationales ?*, 964 p., volume 3 : *Des relations économiques intenses*, 967 p.